GRAND ENTRETIEN

DOMINIQUE **VALCK**

Il réfléchit au monde d'après

Le président du Conseil de développement du Grand Nancy, et coprésident de la coordination nationale desdits conseils, **A PARTICIPÉ LE 24 JUIN À PARIS À LA JOURNÉE ORGANISÉE PAR RICHARD FERRAND**, président de l'Assemblée nationale sur le thème « Dialoguer pour agir, partager la complexité, construire des priorités ». Au programme : organisation de l'État et missions des collectivités (atelier auquel Dominique Valck est inscrit), enjeux liés à la souveraineté dans tous les domaines, nécessités environnementales qui s'imposent à notre économie et opportunités qui en naissent, activité économique et sociale, engagement de ses acteurs dans les domaines de la formation, de l'emploi et de l'innovation.

Lorsque nous avons parlé avec Dominique Valck, il arrivait tout juste à Paris. C'était mardi, veille de la réunion dans les locaux de l'Assemblée nationale et du grand exercice de démocratie participative auquel il s'apprêtait à participer.

Vous avez été contacté par le cabinet du président de l'Assemblée nationale ?

Dominique Valck

« Voilà comment ça s'est passé : vendredi soir, ils m'ont appelé et ils m'ont laissé un message sur Twitter, comme quoi être actif sur Twitter ça sert à quelque chose. Ils ont rappelé le lendemain en disant tout simplement : voilà le président de la République va saisir les trois chambres, Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique social et environnemental, en leur demandant d'imaginer une feuille de route, une autre méthodologie pour essayer de dessiner d'une manière un peu appuyée le monde d'après comme ils disent.

Richard Ferrand a voulu se distinguer positivement d'un point de vue méthodologique. Plutôt que de pondre une note en interne avec une tripotée de députés légitimes certes mais qui auraient produit une réflexion en vase clos, il a voulu diversifier et organiser vraiment une journée qu'on va qualifier d'intelligence collective où plusieurs populations vont travailler ensemble. Il y a des élus, des associations d'élus, des députés, des syndicats, des experts, des VIP et des citoyens. Dans les citoyens, son cabinet a voulu intégrer les Conseils de développement et il a dit banco instantanément. C'est là que j'ai été contacté en sachant qu'on est un collège de seize personnes. Il y a quatre membres de la convention citoyenne pour le climat et douze places pour les Conseils de développement, ce qui est une forme de reconnaissance territoriale. Richard Ferrand est assez favorable à ce qu'on va appeler la démocratie territoriale. Sur ce sujet, les Bretons ont été toujours un peu en avance. Donc, voilà, c'est comme ça que c'est parti.

Monter une délégation de douze personnes, paritaire, représentative de la diversité des territoires, des tranches d'âge et représentatives du territoire national, ce n'était pas simple. On a réussi évidemment mais on a dû faire des mécontents. Compte tenu des délais dont nous disposions, il était impossible de faire autrement. »

Comment va se dérouler la journée ?

« Les travaux débutent à 9 heures 30 et s'achèvent vers 18 heures. »

Vous allez aborder tous les thèmes concernant le monde d'après ?

« En fait, on intervient sur trois grands thèmes : la réorganisation territoriale et des services de l'État, l'économie, la formation et l'emploi, les nouvelles contraintes environnementales pour les entreprises. »

Avez-vous des thèmes de prédilection ?

« Nous sommes répartis dans les groupes puisque c'est un travail d'intelligence collective. Nous avons des préférences mais il va y avoir un tirage au sort le matin et chaque groupe est piloté par un vice-président de l'Assemblée nationale. Moi j'ai une petite préférence pour la réorganisation des services de l'État (vœu finalement exaucé). Tous les Conseils de développement ont réfléchi de longue date sur un certain nombre d'idées pour réorganiser tout ça. Je vois dans les débats qui montent actuellement une grande oubliée, c'est l'intercommunalité. On salue évidemment dans le cadre de la crise, l'engagement et le rôle que jouent les maires bien entendu. Ceci étant, ce n'était pas bien compliqué puisqu'il n'y avait qu'eux qui pouvaient monter au créneau. De fait les intercommunalités étaient en sommeil. J'ai trouvé ça sommaire et gratuit. Nous, dans le Grand Est, on a consulté tous les Conseils de développement. Pas pour qu'ils portent notre vision, mais plutôt celle de la conférence nationale des Conseils de développement.

« PLUTÔT QUE DE PONDRE UNE NOTE AVEC UNE TRIPOTÉE DE DÉPUTÉS, RICHARD FERRAND A VOULU ORGANISER UNE JOURNÉE D'INTELLIGENCE COLLECTIVE. »

Quand je vois avec quelle qualité la crise a été gérée par Jean Rottner, président de la Région Grand Est, je pense qu'il y a des choses à recenser notamment sur certains sujets qui touchent de très près le quotidien des gens, la santé en particulier. Il y a des solutions à imaginer pour ne plus être sous la coupe de vieilles choses un peu rétrogrades comme les Agences régionales de santé, telles qu'elles sont conçues actuellement. Nous, on est dans la position de regarder le verre à moitié plein et non dans une position forcément contre, comme on le voit dans les éléments qui sortent de la Convention citoyenne. Je pense qu'il faut être vraiment dans l'humilité et la fabrique de sens. Ce qu'on souhaite aussi, c'est la mise en route de processus sérieux qui soient capables de faire adhésion. On peut vouloir faire changer les gens, ils ne le feront pas s'ils ne se retrouvent pas là-dedans, s'ils n'en perçoivent pas le sens. C'est l'un des messages qu'on va tenter de faire passer dans les quatre groupes. Des messages qui traduisent les idées sur lesquelles veut nous faire travailler Richard Ferrand. »

« IL Y A DES CHOSES À IMAGINER POUR NE PLUS ÊTRE SOUS LA COUPE DE VIEILLES CHOSES UN PEU RÉTROGRADES COMME LES AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ. »

Que pensez-vous de la Convention citoyenne ?

« C'est compliqué. D'abord il faut saluer le job qu'ont fait les 150 personnes. C'était remarquable en termes de processus. En revanche, je pense qu'il y a beaucoup de choses moins notables. Le tirage au sort n'est pas si tiré au sort que ça. Finalement, on a eu un tirage au sort parmi ceux qui ont accepté de venir bosser. Il y a eu 200 000 ou 250 000 personnes qui ont été appelées mais beaucoup ont dit ça ne m'intéresse pas, je ne peux pas, je ne veux pas, peu importe, c'est légitime d'ailleurs. Donc le tirage au sort a été un peu biaisé. Derrière, il y a eu tout un tas de « professionnels » de la démocratie qui sont des cabinets. Le cabinet d'influence du Conseil économique social et environnemental a pris en charge la convention citoyenne. Il y a des conflits d'intérêt qui ne sont pas clairs. Nous, on nous a interdit d'inscrire une obligation de moyens dans loi pour les Conseils de développement au prétexte de l'article 40 de la Constitution, ceci étant la Convention citoyenne pour le climat a coûté entre quatre et cinq millions d'euros. Donc deux poids deux mesures. Surtout ce qui m'a choqué, je l'ai demandé X fois, c'est que leurs travaux ne soient pas croisés avec les travaux d'autres instances citoyennes, notamment bénévoles comme les Conseils de développement. Je trouve qu'on rate l'exercice alors que nous, il y a déjà vingt ans qu'on travaille sur le sujet. Nous aurions peut-être obtenu un poids politique plus important et surtout, peut-être, un climat plus apaisé. Là, ils ont à peine déposé leur truc que les polémiques commencent. Certains sujets objectivement n'ont pas été abordés. J'ai relancé Loïc Blondiaux, qui était le manitou de l'affaire dans le cadre du processus démocratique, j'ai relancé la Convention citoyenne pour être entendu, en pure perte. En revanche, ils ont auditionné la FNSEA et dans leurs travaux, il n'y a rien sur la malbouffe et la nutrition des citoyens. Du coup, pour essayer de biaiser et échapper à tout ce qui pourrait ne pas être constitutionnel comme l'évoque l'avocat Arnaud Gossement, ils essaient de réfléchir à une loi qui initierait le référendum consultatif. C'est un peu n'importe quoi et c'est dommage parce que c'est contre-productif. Le résultat des courses c'est que beaucoup disent : dès qu'on fait bosser des citoyens ensemble, personne n'est d'accord. C'est pourquoi je suis très partagé entre l'engagement de ces citoyens qui se sont vraiment impliqués et les dégâts résultant de quelques accrocs regrettables. Pour moi, il y a un risque d'instrumentalisation parce que les choses ne sont pas claires dans l'accompagnement, dans les cabinets qui sont derrière, dans le budget qui a été mis en place et dans le fait qu'on n'a pas rendu possible l'idée d'auditionner d'autres collectifs citoyens »

« LA CONVENTION CITOYENNE N'A PAS CROISÉ SES TRAVAUX AVEC CEUX D'AUTRES INSTANCES. »

Ces sujets seront abordés lors des discussions menées dans le cadre de « Dialoguer pour agir » ?

« Il y a quatre membres de la Convention citoyenne avec nous. Franchement je le dis sur Twitter, je suis hyper respectueux du travail qu'ils ont fait et il y a de quoi. On ne peut pas attaquer 150 personnes qui ont bossé, ce n'est pas possible et ce n'est pas juste. »

Vous aurez d'autres réunions ?

« Non, c'est la seule. Richard Ferrand nous a fait dire : vous n'aurez sûrement pas le temps de tout finir mais je reste à votre écoute. On peut se parler par téléphone ou vous pouvez m'envoyer des documents plus précis sur certains sujets. Il y a quelque chose qui est en train de se construire. Moi je ne vais pas me gêner pour rappeler à quel point la loi Lecornu est en train de déshabiller les Conseils de développement alors qu'il y a de moins en moins d'espaces apaisés de débat territorial. C'est une erreur stratégique et le cabinet de Richard Ferrand, - j'ai mis les pieds dans le plat direct, je n'ai pas pu m'en empêcher - m'a dit, nous non plus nous n'avons pas compris. »

Rien à voir, mais les élections municipales à Nancy ?

« Oh là là, je ne sais pas. Franchement je reste sur mon point de vue impulsif : il y aura un cadavre dimanche soir. Et je pense que Nancy et la Région Grand Est n'ont pas besoin d'avoir un cadavre ! »

Propos recueillis par Pierre Taribo

© DR